

## « On n'a pas de leçons à recevoir de la part des créateurs de pauvreté »

MAJORITÉ Ducarme défend la suédoise, cible la gauche, et la « gonflette » de Francken

► Le ministre MR décrit une suédoise qui opère bien en emploi, en lutte contre la pauvreté, aussi en politique d'asile et migration.

► À propos de Theo Francken : « Je n'adhère pas à un certain nombre de messages. »

► Et met en garde contre une « alliance de gauche PS-Ecolo-PTB »...

### ENTRETIEN

Ministre des Classes moyennes, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale dans la suédoise, Denis Ducarme fut chef de groupe MR à la Chambre avant cela, au début de cette législature. Où il rendait les coups, et plus encore, quand ça chauffait. Il a gardé la main...

**Comment qualifiez-vous la législation, à ce stade ?**

Je retiens les résultats en création d'emplois, 186.000 à ce jour. À l'horizon 2020, la Banque nationale prévoit 309.000 emplois. Le bureau du Plan prévoit lui aussi de bons résultats. On a multiplié par trois, depuis Di Rupo, la création de nouveaux indépendants : on met le cap sur 1,1 million d'unités. S'il y a plus d'indépendants qui s'installent, c'est lié aux mesures pour les starters et les améliorations du statut social. C'est là-dessus que je veux continuer à travailler. Pour certains dans l'opposition, on est un gouvernement « antisocial »... Sauf qu'on n'en parle jamais, mais le revenu d'intégration sociale (RIS) a été augmenté six fois depuis le gouvernement Di Rupo. Il est passé de 1.089 à 1.230 euros. On a aussi amélioré les prises en charge des dossiers au niveau des CPAS. On travaille aussi pour les plus pauvres.

Reste que, vous l'avez évoqué, l'opposition est très virulente sur votre bilan social. C'est son premier angle d'attaque par rapport à la suédoise...

Oui, mais le fait est que je ne m'appuie pas sur des chiffres du centre d'études du MR, le Centre Jean Gol, mais sur ceux du Bureau du plan, de la BNB. Ce sont les chiffres officiels. Selon la BNB, la consommation des ménages va continuer à augmenter grâce au tax shift, pour les bas et moyens salaires. C'est une réalité. Peu importe ce qui est dit par un tel ou un autre.

**Les organisations syndicales chargent elles aussi quand elles le peuvent...**

On doit la vérité. On ne doit pas manipuler les chiffres et je m'appuie sur des chiffres incontestables. Entendons-nous : la vie est très difficile. Elle reste très difficile. C'est pour ça qu'on est autant à l'offensive sur la création d'emplois. Je veux mettre en avant un certain nombre de nos mesures et de résultats. Mais attention, on ne vit pas dans le meilleur des mondes, il y a des difficultés, des peurs, des craintes par rapport à des réformes. On est là aussi pour les écouter, pour dialoguer, adapter. On n'est pas sourds, on n'est pas aveugles. Mais on n'a pas de leçons à recevoir des créateurs de pauvreté.

**Les « créateurs de pauvreté » !**

Charles Michel a déjà utilisé l'expression en visant les socialistes. C'est une attaque lourde... Écoutez, il faut remettre les choses dans le contexte. Nous ne dégatons pas nécessairement les premiers au MR. Mais quand on prend ce qu'on prend dans le visage, par exemple avec M. Di Rupo qui nous qualifie de gouvernement « le plus dévastateur depuis la Seconde Guerre mondiale »... Ajoutez à cela le « bruit des bottes », Rudi Vervoort qui ose une comparaison avec des régimes autoritaires, ou encore la potence pour Charles Michel dans une manifestation à Mons et Di Rupo qui a laissé faire, et Zakia Khattabi sur la petite Mawda... Vous voyez ? Moi, je ne demande pas mieux qu'on en revienne à une politique plus argumentée.

**Charles Michel parle de « trumpisation » de l'opposition.**

Oui. On assiste à une sorte de dérive amplifiée par les réseaux sociaux, on a une course au buzz, des attaques politiques d'ordre personnel, le Parlement s'est transformé en arène à la romaine. Ça reste très en tension. J'ai parlé du « populisme vert », Benoît Lutgen a repris la formule. Je pense que certaines formations n'ont pas hésité à reprendre les accents et la tonalité d'un certain nombre de partis plus extrêmes. Quand je vois Khattabi, quand je vois que certains verts n'hésitent pas à jouer sur les peurs en termes de sécurité sanitaire... En sortant parfois des arguments contraires à la vérité, comme M. Jean-Marc Nollet sur les pesticides : il a déclaré que la Belgique était une passoire alors que des millions de tests ont été réalisés ! Je ne sais pas comment appeler ça...

**Vous dites ça mais vous avez Theo Francken dans le gouvernement. Il y a eu plein de polémiques avec lui... On peut retourner la critique de la « trumpisation » contre la majorité, non ?**

Je ne suis pas Theo Francken, je ne parle pas en son nom. Il applique la politique du gouvernement. S'il fait un peu de gonflette à côté, moi je n'adhère pas à un certain nombre de messages. Je n'ai aucun problème pour le dire. Je ne suis pas suspect de mollesse en la matière. J'incarne - et je l'assume - la ligne forte du MR en matière d'immigration, de sécurité, de lutte contre le radicalisme. Je dis aussi qu'on a besoin d'un peu plus de nuance en politique. On doit continuer à lutter extrêmement fermement contre l'immigration clandestine et on n'a pas à nous reprocher de le faire, je rappelle que ces gens sont hors la loi. On renvoie davantage de délinquants effectuer leur peine dans leur pays d'origine, trois fois plus que sous Di Rupo. Mais nous sommes aussi un pays qui joue son rôle dans le cadre des visas humanitaires, on en a délivré 3.216 contre 959 sous l'ancien gouvernement, on a octroyé 35.000 statuts de réfugié depuis 2015, on travaille dans le

respect des conventions internationales.

J'ajoute ceci, c'est important : on ne parle de l'immigration que sous un angle négatif, mais c'est aussi une plus-value ! Voyez ceux qui nous donnent du rêve à la Coupe du monde, Lukaku, Fellaini, Chadli... Ce sont des personnes originaires de l'immigration. Dans le cadre de mes attributions, je vais lancer un projet sur la diversité entrepreneuriale. Il y a des indépendants, des chefs d'entreprise issus de l'immigration qui créent de la richesse partagée, de l'emploi, pour nous tous en Belgique. Je veux apporter aussi cette nuance-là.

**Cela étant, à propos de Theo Francken, vous n'avez pas peur que, en dépit de vos mises au point, tout ça ne tire le MR vers le bas dans l'opinion ?**

Le roi, c'est l'électeur. Il s'attachera au bilan ou aux petites phrases. Il choisira. Je lui fais confiance. Je suis sûr du bilan.

**Vous êtes partant pour une suédoise II ?**

Ce qui m'intéresse avant tout, c'est de savoir ce que l'on va faire, pas avec qui. Et je constate qu'ici, avec cette majorité, on a pu, au MR, appliquer notre programme comme jamais en matière socio-économique et de sécurité. Donc moi je souhaite que pour l'avenir, avec Charles Michel, on puisse se donner la possibilité de continuer à travailler de la sorte. N'oublions pas que nous avons obtenu des concessions majeures de la N-VA, qui a mis le communautaire en sommeil. Je vois un certain nombre de politologues et d'éditorialistes qui se sont quand même bien ramassés par rapport à ce qu'ils prévoyaient en nous appelant les « kumikazes » en début de législature. Non, au MR, nous n'avons pas été « mangés » par les trois partis flamands, on a même souvent fait la synthèse sur notre ligne.

**On insiste : vous êtes partant pour une suédoise bis, dirait-on... Vous ne tenez quand même pas un bureau Ladbroke, vous êtes**

*journalistes au « Soir » ! Bon, je suis content de ce qui s'est passé, et Charles Michel est une chance pour le pays, mais je m'attache au contenu avant tout, pour l'avenir aussi. Je m'arrêterai là. Pour le reste, quand j'entends l'écho de certains états-majors à gauche au sud du pays - des appels syndicaux notamment, et des voix par-ci par-là dans les partis - qui se projettent dans des majorités PS-PTB-Ecolo, je m'inquiète. Ce serait destructeur pour le pays, sur le plan socio-économique comme en matière régaliennne. Je n'ai pas d'exclusive, sauf l'exclusion des extrêmes, de gauche comme de droite, qui représentent un même danger. ■*

Propos recueillis par  
ANN-CHARLOTTE BERSIPONT  
DAVID COPPI

## Promotion

Diplômé en sciences politiques, Denis Ducarme a commencé sa carrière politique à Thuin. Il est le fils de Daniel Ducarme, ancien président des libéraux et ministre-président bruxellois. En 2003, Denis Ducarme devient député fédéral. En 2014, il est promu chef de groupe à la Chambre. En juillet 2017, il remplace Willy Borsus au ministère des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale. Il a « déjà » dû gérer deux crises alimentaires, le fipronil et Veviba.

# ANALYSE

## Deux faces

Qui est Denis Ducarme ? D'une part, il y a l'ex-chef de groupe à la Chambre, au début de la législature, bateleur, bagarreur au plus fort des attaques de l'opposition, quand PS, Ecolo, PTB et CDH (Lutgen lui avait donné du... « collabo » !) ne digéraient pas l'intrusion de la N-VA dans les affaires du pays. D'autre part, il y a le ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, qui a éteint habilement la crise des œufs transmise en héritage - merci encore - par son prédécesseur et coreligionnaire Willy Borsus, géré (jusqu'à nouvel ordre) celle de la viande, et posé là quelques initiatives promouvant l'entrepreneuriat indépendant saluées parfois sur les bancs de l'opposition. Qui est Denis Ducarme, suite ? Le voici en défenseur ultra de la suédoise, du socio-économique ainsi que sa politique d'asile et de migration. Le voilà, dans le même temps, « inquiet » à propos de la poussée populiste en Europe : « Deux populismes se développent, de droite et de gauche, ils doivent être rejetés, ce n'est pas l'Europe que je veux. Je parle en tant que libéral, au sens des valeurs. Quand on voit le ministre de l'Intérieur italien et sa politique face aux Roms, je dis que ça n'a rien à voir avec nos valeurs. Même chose pour la Hongrie. » Dans l'entretien, il ne cache pas son scepticisme par rapport aux fameux « hotspots » et autres camps pour réfugiés à l'extérieur de l'Europe : il faut « garantir la sécurité des réfugiés avant tout », dit-il. Timidement, mais quand même. Vu l'évolution politique en Europe, l'on pressent qu'il faudra bientôt parler beaucoup plus fort que ça. À quel libéral aura-t-on alors à faire ?

A-C. B. ET D.CI